

Mot de bienvenue

Sarah Ebion

Je tiens, dans un premier temps, au nom de la Société des amis des archives et de l'histoire de la Guyane et de l'Association des professeurs d'histoire et géographie de la Guyane, à remercier tous nos partenaires institutionnels (conseil général, régional, municipalités, ministères, rectorat, Drac) et partenaires privés, qui ont rendu possible ce colloque international *Histoire & Mémoire. La Guyane française au temps de l'esclavage: discours, pratiques et représentations*.

Dans le même temps, je souhaite la bienvenue à tous les chercheurs qui ont accepté de participer à ce colloque. Certains d'entre eux ont dû se décommander au dernier moment pour des raisons professionnelles ou de santé. Je pense en particulier à Cirio Flammarion Cardoso, que beaucoup de passionnés d'histoire de la Guyane connaissent pour ses travaux précurseurs. Enfin je remercie le public qui, par sa présence, légitime la tenue d'un tel colloque.

Le succès de la première édition en 2005 intitulée: *La Guyane des civilisations amérindiennes à la société domienne*, nous a convaincu de la nécessité de continuer à ouvrir au grand public les champs de l'histoire universitaire portant sur la Guyane. Ce défi ambitieux n'est qu'une étape qui s'inscrit dans un travail militant de nos associations pour développer un enseignement plus solide de l'histoire de la Guyane. Il y a nécessité d'établir un cadre de contenu d'enseignement légitimé et reconnu. Dans un contexte où il n'existe pas, en Guyane, de filière universitaire consacrée à l'histoire et où les nouveaux programmes institués en collège et en lycée reviennent sur les acquis des textes de février 2000, qui préconisaient une adaptation des programmes, il nous a semblé plus que jamais nécessaire de reconduire ce type de colloque international. Les enseignants de la Guyane sont confrontés aux réalités de la vie guyanaise et sont demandeurs d'informations sur les problématiques de l'histoire régionale. « Aujourd'hui, aménager les programmes nationaux ne peut suffire [pour prendre en compte la diversité culturelle des élèves]. C'est un effort d'adaptation qu'il faut entreprendre, en partant de l'échelle locale, en replaçant l'élève au centre de l'enseignement. Chaque enseignant doit être en mesure de saisir les interférences culturelles dans les démarches d'apprentissage. Il doit être capable de dégager des leviers pédagogiques qui conviennent à chaque élève, tout en conservant les objectifs assignés à la discipline historique (la transmission des valeurs com-

munes)¹ ». Cette citation éclaire parfaitement les défis que doivent relever les enseignants d'histoire et géographie. Pour nombre d'entre eux, pourtant soucieux de bonnes pratiques pédagogiques, les problématiques régionales demeurent souvent muettes, faute de clés, bien que les outils² et les acteurs volontaires existent.

Néanmoins, notre colloque n'a pas comme seul objectif le public enseignant : loin de là. Il a l'ambition d'intégrer le grand public et d'être un des outils permettant à la population guyanaise de s'appropriier plus aisément son histoire. La place grandissante dans les discours, qu'ils soient politiques ou culturels, des thématiques historiques, montre que la demande existe ; peut-être faut-il y voir une société en quête de cohésion ? Dans le même temps, il est de notre rôle de confronter à ces discours, le discours historique dans toute sa rigueur. Sans revenir sur les liens indissociables et complexes entre *Histoire & Mémoire*, ouvrir un colloque d'histoire au grand public, nous oblige à confronter ce savoir universitaire qui se plie aux exigences méthodologiques des sciences humaines à des représentations, des discours, un ressenti qui constitue ce qu'on appelle la mémoire collective ou individuelle.

S'approprier son histoire nous conduit à cet échange et permet aussi à la discipline historique de s'enrichir et de ne plus paraître déshumanisée. Les chercheurs seront donc invités après leurs communications à échanger lors des débats qui s'engageront. Nous encourageons donc le public à venir nombreux et à participer à ces échanges.

Le choix du sujet ainsi libellé : « La Guyane au temps de l'esclavage, discours, pratiques et représentations » met l'accent sur cette période de genèse de nos sociétés contemporaines. Nous n'ignorons pas le caractère sensible de ce thème, qui longtemps occulté, cristallise aujourd'hui les aspirations et les quêtes identitaires. Ce choix de sujet, autorise donc, la plus large des approches de la vie en Guyane, des débuts du XVII^e au milieu du XIX^e siècle. Comment l'analyse historique peut-elle rendre intelligible les pratiques économiques (aménagement de l'espace, productions, commerce intérieur et extérieur, équipements, consommations, organisation du travail

1 Durpaire, F, 2002, *Enseignement de l'histoire et diversité culturelle* « Nos ancêtres ne sont pas les Gaulois ». Paris, Hachette Education.

2 Bidault T, *Lectures sur leçons de choses histoire et géographie à l'usage des écoles*, Bibliothèque Franconie, MS 03.

Laporte Paul, 1915, *La Guyane des Ecoles, Etude résumée de l'histoire et de la géographie de française et de sa situation économique*, Paris, Imprimerie A. Corps, 187 p.

Jean Louis Paul, Hauger Jean, 1962, *La Guyane française*, historique, Besançon, Imprimerie Jacques et Demonstrons, Besançon, 83 p.

Prost Gérard, Zonzon Jacqueline, 1996, *Histoire de la Guyane*, Paris, Servedit Maisonneuve, 141 p.

Ebion S., Latidine S., Zonzon J., 2006, *Histoire géographie Guyane, cycle 3*, Hatier international, 128 p.

sur les habitations, et hors des habitations dans les villages amérindiens et noirs marrons), les pratiques culturelles (festives, vestimentaires, musicales, culinaires...), les pratiques scientifiques (analyse des explorations, études botaniques, médicales...), les pratiques religieuses de toutes origines. Une sélection de discours, qui implique un certain nombre de représentations, pourra être analysé : par exemple, discours sur l'esclavage durant la période, après l'abolition, jusqu'à la gestion de la mémoire collective dans la société d'aujourd'hui.

Ces discours, pratiques et représentations sont en général discrètement interrogés dans les universités et les centres de recherche. Nous souhaitons les mettre à la disposition de tous, restituer ces recherches au grand public. Nous espérons que ce colloque international ouvre la voie au développement de la recherche historique en suscitant des vocations et en élargissant des champs peu explorés de la recherche scientifique et qu'il favorise l'engagement des institutions scolaires et universitaires afin de pérenniser et intensifier l'organisation de colloques ou échanges scientifiques.

Allocution du recteur de la Guyane

Florence Robine

Les colloques de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie de la Guyane et de la Société des amis des archives de l'histoire de la Guyane, je le sais, sont toujours attendus avec impatience en Guyane, car ils touchent à l'histoire même de notre territoire, qui reste encore insuffisamment connue.

Après le dernier colloque de 2005, sur l'*Histoire de la Guyane*, qui a donné lieu à une magistrale publication des actes, les organisateurs ont choisi d'aborder cette année ce qu'il est convenu d'appeler « une question sensible », celle de l'esclavage. Sensible car pleine de douleur, sensible car engendrant des sentiments qui peuvent aller de la rancœur ou de la colère des uns à la culpabilité des autres, parfois même à l'indifférence, pour nos jeunes générations.

Ce colloque permettra, par le nombre et la qualité des intervenants, de faire le point sur l'histoire, d'évoquer les représentations véhiculées par les uns ou les autres, de faire un nécessaire travail sur la mémoire afin de nourrir le devoir d'histoire indispensable à chaque peuple.

La Guyane est multiple culturellement. On dit, et cela est vrai, que cette diversité fait sa richesse. Mais il est important que soit pensée une histoire commune du territoire. Commune, c'est-à-dire partagée, et que les zones d'ombre soient explicitées et dépassionnées, dans une démarche de rigueur.

Un tel colloque avec les thèmes abordés :

- Celui des discours tenus sur la Guyane française au temps de l'esclavage.
- Celui de l'occupation de l'espace, qui traduit toute la vie d'une société, dans ses rapports sociaux comme dans sa vie économique.
- Celui de ses expressions artistiques et littéraires, le thème difficile de la Traite, du statut des esclaves.
- Ou celui des postures rebelles, des postures de résistance.

Une telle richesse donc permettra de montrer la complexité de l'histoire, où jamais rien ne peut être vu, lu en opposition frontale, en tout ou rien mais où les nuances sont infinies.

Ce colloque touche bien plus que les seuls enseignants d'histoire et de géographie. Il nous concerne tous, nous qui habitons sur le territoire guya-

nais. Il concerne également l'ensemble de nos compatriotes car l'histoire de la Guyane fait partie intégrante de l'histoire de France et au-delà des frontières nationales, il concerne l'histoire de tant d'autres peuples, celles des nations européennes, américaines, africaines. Il s'agit en un mot, une question aux dimensions du monde.

Je souhaite de tout cœur que les questions traitées apportent des éclairages nouveaux sur le thème de l'esclavage en Guyane française et suscitent des débats passionnants et fructueux.

Je souhaite qu'il soit l'occasion de dire et de vivre l'histoire. Dans un territoire où l'oralité est si centrale, la rigueur scientifique de vos travaux doit permettre d'aborder sous un jour actuel ces questions dont la mémoire se transmet à l'évidence de génération en génération. Grâce à vous, cette mémoire peut être soutenue par un travail précis sur les sources, par une mise en perspective qui permettra, je l'espère, à nos professeurs et donc à nos élèves, une véritable et indispensable appropriation.

Contre l'amnésie :
« La Guyane au temps de l'esclavage »

Michel Colardelle

« L'oubli, et je dirais même l'erreur historique, est un facteur essentiel de la création d'une nation, et c'est ainsi que le progrès des études historiques est souvent pour la nationalité un danger. L'investigation historique, en effet, remet en lumière des faits de violence qui se sont passés à l'origine de toutes les formations politiques, même de celles dont les conséquences ont été les plus bienfaisantes... », et plus loin : *« ...l'essence d'une nation est que tous les individus aient beaucoup de choses en commun, et aussi que tous aient oublié bien des choses »*.

Dans ce texte célèbre, Ernest Renan, pensée étrange à nos yeux pour un historien que l'on aurait pu supposer plus ardent défenseur de sa discipline, voit donc dans la recherche historique un danger pour les sociétés, en révélant – réveillant – des douleurs effacées, oubliées. Bien sûr, nous sommes à la fin du XIX^e siècle¹, un temps où l'Europe entière voit les nations diversement et souvent contradictoirement héritées des hasards de l'histoire, durcir de manière fruste et intolérante l'idéologie puissante qui conduira aux nationalismes, dont l'Europe et le monde ont depuis payé le prix fort ; bien sûr encore, il s'agit pour lui de parler de nation, c'est à dire d'un concept susceptible de fonder le contrat social des citoyens d'un État démocratique tel que l'Europe post-révolutionnaire en a hérité, et non pas de région, dont les ressortissants appartiennent à une entité politique plus vaste. On voit bien cependant, que l'échelle ainsi que le statut juridique du territoire et de ses habitants sont moins importants, dans cette affaire, que la conception de la manière d'être ensemble. Mais tout de même !

En participant avec bonheur à l'ouverture de ce colloque d'histoire de « la Guyane au temps de l'esclavage », dont je félicite les organisateurs, Associations des professeurs d'histoire-géographie de la Guyane et Association des amis des archives et de l'histoire de la Guyane, je ne puis m'empêcher de me souvenir de cette conception d'inspiration nietzschéenne du danger de la surévaluation d'un passé encombrant. Conception encore

1 « Qu'est-ce qu'une nation ? », conférence prononcée à la Sorbonne, le 11 mars 1882.

trop en vogue aujourd'hui malgré les objections de Pierre Nora et de Paul Ricœur : l'oubli, c'est à dire la mémoire sélective, comme facteur d'unité, de solidarité, de paix – le récit national en est l'une des figures, avec ses héros soigneusement choisis, la fusion donc la disparition des différences dans une « culture nationale » une autre. L'histoire, la diversité culturelle qui en est la manifestation sociale la plus tangible dans le concret des jours – Renan, qui est également philologue, est pourtant bien placé pour savoir que les cultures, dont les langues sont la plus achevée des expressions, sont construites par emprunts, influences et rejets, dans une relation aux autres qu'il est dangereux d'ignorer – fauteuses de divisions et provocatrices de violences. Ne pas parler de ce qui fâche sinon l'oublier, inventer des hautes figures consensuelles dans une geste édifiante, dans ce moment de l'histoire où s'élaboraient dans un climat de concurrence exacerbée des États dont on n'imaginait pas à la pulsion démographique d'autre solution que l'asservissement d'un monde regardé comme inférieur, tout cela sur fond de construction de cultures communes au détriment des cultures locales et des particularités, qu'elles soient collectives ou individuelles, des langues régionales... On en connaît le résultat aujourd'hui : affaiblissement voire disparition des langues locales ou non nationales², guerres, génocides, avec pour finir, ô surprise, une résurgence terrifiante de ces particularismes comme étendards de tous les mal-être et comme armes de tous les manipulateurs, maîtres-ès-arts de la falsification amplifiée par les nouveaux moyens médiatiques. Ce sont les « identités » dont on nous rebat les oreilles, aux traits simplifiés, exacerbés, radicalisés, réinventés voire inventés, essentialisées le plus souvent dans la négation des évolutions et des contextes qui, en particulier lorsqu'il s'agit de la partie la plus délicate de la culture, les croyances et les pratiques religieuses, conduisent presque à coup sûr à l'absurde, ce qui est déjà assez grave, et à la violence, ce qui l'est davantage ; les « identités meurtrières », pour reprendre le titre célèbre d'un livre d'Amin Maalouf.

N'en déplaise à d'aucuns, notre temps est, davantage encore que tous les autres, qui l'ont pourtant été – pensons à l'Andalousie du califat omeyyade de Cordoue, pensons à la Méditerranée des grandes cités cosmopolites, pensons à la définition de la culture par Claude Lévi-Strauss – celui du multiculturalisme. C'est celui où sous l'effet de processus démographiques accélérés, et particulièrement des mouvements migratoires que les déséquilibres écologiques et économiques du monde amplifient et amplifieront encore davantage demain, la juxtaposition aléatoire de peuples, de cultures, de valeurs morales différentes est la règle. La concentration dans la cité, la mondialisation des communications, le creusement des différentiels économiques intensifient cette situation. Aujourd'hui, en Guyane comme ailleurs, la gentille – en apparence – réinvention d'un passé édulcoré, limé

2 en France, depuis peu constitutionnellement admises si elles ne se substituent pas à la langue nationale.

de toutes les aspérités égratignantes voire blessantes de ses conjonctures, ne suffit plus à fonder la paix sociale. Rien ne sert de nier les réalités douloureuses de l'histoire, ni d'ailleurs de fonder sur elles des complexes, en quelque sens qu'ils aillent. Et l'une des expressions les plus insupportables de l'oppression d'hommes et de femmes sur d'autres hommes et femmes a été évidemment l'esclavage, la traite négrière en demeurant la traduction la plus systématisée. Elle avait de surcroît, par rapport aux autres modes d'oppression, la particularité d'être fondée sur une négation d'humanité qui n'avait ému ni Bossuet ni Napoléon, si l'abbé Grégoire, sous la Convention, avait eu des idées plus humanistes. Plus de deux siècles après la controverse de Valladolid – concernant les Amérindiens, ses conclusions n'ont pas été transposées aux Africains, ce qui démontre indirectement l'association de l'esclavage au racisme, même si le mot n'avait pas cours – comment comprendre un tel système, dont les justifications morales aussi bien qu'économiques qu'en donnaient les contemporains sont a posteriori si inacceptables? Ces traits majeurs font partie de notre histoire commune, notre histoire guyanaise, notre histoire nationale, notre histoire européenne et notre histoire mondiale, puisque la traite, l'esclavage, puis l'engagisme qui les a suivis ont modifié profondément et durablement, sur trois au moins des cinq continents, l'économie, les structures sociales, la culture. Ils participent de notre identité nationale, et, que l'on se sache personnellement issu directement ou non d'esclaves ou d'esclavagistes, ils nous concernent tous et nous confèrent des devoirs.

A l'époque actuelle, durant laquelle les histoires cachées ou niées s'expriment au grand jour, durant laquelle les paroles se libèrent, les tentations sont fortes d'instrumentaliser les bribes du passé. Le débat sur les lois mémorielles – je parle ici dans la terre de Mme Christiane Taubira, qui a été l'initiatrice de l'une des plus importantes³ – celui, plus récent, sur la Maison de l'Histoire de France, celui, auquel j'ai douloureusement participé, sur la place de la Méditerranée et de l'Europe dans la culture française, montrent que l'histoire demeure au premier plan du contrat social national; et probablement n'est-ce pas un hasard si la conscience européenne peine tant à se constituer, lorsque l'Europe n'a jusqu'ici su, en matière de patrimoine et d'histoire, qu'évoquer vaguement des racines chrétiennes dont la prévalence aurait valeur de postulat définitif – et promouvoir d'aléatoires chemins de Saint-Jacques de Compostelle.

Mais revenons à l'histoire, et à son rôle dans la constitution d'une sociabilité ouverte, pacifiée, solidaire. Dans le constat du réel – la totalité des nations, aujourd'hui, sont multiculturelles, au point qu'il n'en est pas une seule où deux langues maternelles au moins ne soient parlées – la négation du passé est impossible, ne serait-ce que parce que le fait même du mul-

3 en application de l'article 4 de la loi du 10 mai 2011, un Comité pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage a été créé par l'État. Il est présidé par Françoise Vergès.

ticulturalisme en montre les traces; et pourrait-on le nier, ce serait dangereux, parce que justement l'histoire enseigne que le passé finit toujours par resurgir, plus douloureux encore. Je prendrai donc le contrepied de Renan, estimant que, de même que Freud fait resurgir de l'inconscient individuel, revivre les souvenirs traumatiques enfouis pour, en quelque sorte, les purger, la démarche de prise de conscience des drames du passé commun est de nature à en libérer la société contemporaine, thérapeutique cathartique, psychothérapie collective.

La recherche historique est précieuse parce qu'elle permet de mieux comprendre comment, loin d'être immobiles, les cultures diversifiées qui colorent de mille teintes les sociétés des hommes, sans jamais cacher l'universel humain, volonté d'éthique, recherche d'idéal, quête du beau, se sont constituées au fil des temps et des espaces. Elle est précieuse parce qu'elle démontre la vanité de toute prétention à la pureté culturelle puisque toutes ont été plus ou moins, et dans des proportions et des ingrédients différents, pétries d'influences, la vanité de toute prétention à la supériorité d'une culture sur une autre. Elle démontre que toute culture est par définition métisse, et que c'est dans le métissage culturel que se cache le trésor de la création, de l'invention culturelle, qui traduisent l'infinie capacité d'adaptation, par l'intelligence collective, de l'espèce humaine. Précieuse, la recherche historique l'est encore car elle enseigne le doute, la relativité des dogmes et des canons, elle démontre qu'existent à la fois des règles procédurales inconscientes dans la transformation des normes sociales et des traits culturels qui en sont les symboles et les moyens à la fois –, et une multiplicité de possibles qui disqualifie tout jugement de valeur, non sur ce que l'on doit faire dans le projet collectif, mais sur ce que l'on est, soi-même et les autres différents. Si les focales chronologique et géographique sont raccourcies, l'histoire démontre que, sauf à considérer cyniquement la force comme la référence morale absolue, les cultures et, à une échelle plus large, les civilisations se sont toujours construites sur des rapports inégalitaires, sans qu'aucune suprématie soit jamais durable. Voilà qui est à partager, pour déconstruire les certitudes traumatisantes pour autrui – cela va de soi – comme pour soi-même – car il n'est de meilleur chemin vers la violence que le complexe, le mépris de soi-même, la conviction d'une infériorité culturelle. L'histoire enfin est précieuse parce que, science, elle permet le débat puisqu'elle s'en nourrit, tendant ainsi à l'objectivation des faits, à leur remise en contexte, au passage des mémoires particulières à l'histoire collective, la « juste mémoire » qui, selon Ricœur, résulte du « travail de mémoire », comme on dirait d'un « travail de deuil ».

Une histoire à partager: la recherche – qui n'est bien entendu jamais achevée, puisque de nouveaux documents surgissent toujours des archives (les textes), du sol (l'archéologie) ou des « terrains » (observations socio-ethnologiques et objets), et que de nouveaux paradigmes suscitent en permanence le réexamen de ceux qui sont déjà connus – n'a de sens, dans une démocratie, que si ses résultats sont accessibles à chacun, nourrissant l'es-

prit critique, les convictions et les engagements, mais dans une tolérance instruite de cette relativisation des certitudes que suscite toujours l'histoire.

Il n'est pas facile, justement, de partager la connaissance historique, d'abord parce qu'elle est, comme tout domaine scientifique, complexe, et qu'à trop la simplifier pour la rendre accessible, on risque toujours de la caricaturer et d'en radicaliser les enseignements; mais surtout parce que manquent les outils de sa diffusion, en l'absence d'une suffisante production audiovisuelle de qualité, seule la « télé » et internet, médias d'ailleurs pauvres dans la culture du clic, du zap et du spot, ayant la capacité de toucher la majorité. C'est donc, faisant contre mauvaise fortune bon cœur, la multiplication des moyens, tous insuffisants mais qui cumulés peuvent finir par avoir des résultats, qu'il faut préconiser. Parmi ceux-ci, le présent colloque est une initiative remarquable: moment de synthèse sur les connaissances partielles acquises par les recherches les plus récentes, lieu d'interdisciplinarité puisque des spécialistes variés vont s'exprimer - l'interpellation réciproque des disciplines étant, on le sait, un moyen d'émergence de nouveaux questionnements - occasion de mettre sur la place publique des travaux qui sinon auraient pu rester confidentiels, travaux d'universitaires chevronnés et de jeunes doctorants.

En Guyane, l'initiative de ce colloque est particulièrement importante, et le sujet choisi pertinent. Ce pays, dont le patrimoine a longtemps été ignoré des Métropolitains (par mauvaises consciences combinées du temps de l'esclavage et de celui du bagne?), des Guyanais eux-mêmes (par complexe?) ne fera pas l'économie, dans la conjonction actuelle de la mondialisation de l'information et d'une croissance démographique parmi les premières du monde, d'un retour sur lui-même, non pour se complaire dans la lamentation du « bon vieux temps » perdu, mais pour retrouver la fierté de ses langues, de ses cultures, de ses arts, de ses techniques – pensons notamment à la science « empirique » de la forêt, de ce que l'on appelle aujourd'hui « biodiversité », dont aucune science positive n'égale aujourd'hui le savoir des Amérindiens. Pour, en comprenant mieux l'infamie mécanique économique et politique qui était à l'œuvre dans le passé – un passé pas si lointain que cela – accepter de ne se confiner ni dans une attitude victimaire, ni dans un post-colonialisme stérile. Pour considérer que le jugement a posteriori du passé n'a d'autre conséquence que de conduire à un examen de conscience aujourd'hui: réparation certes, par la connaissance et la reconnaissance des tragédies du passé, mais surtout essai, tous sens critiques en éveil, de trouver les moyens intellectuels d'éviter, autant que possible, de retomber dans les mêmes ornières, celles d'une inégalité et d'une injustice pour les uns acceptées sinon conçues pour satisfaire les ambitions des autres; et ce faisant, se donner, et donner à la nation, la perspective d'un avenir qui ne soit pas dépendance.

Le projet de « Maison des Mémoires et des Cultures de la Guyane » sur le site de l'ancien Hôpital Jean Martial à Cayenne, que préparent le conseil général et le conseil régional de la Guyane avec le concours de l'État (il

figure en tête du programme pour la Guyane du ministère de la Culture et de la Communication⁴, du Plan stratégique pour la Guyane de la Région Guyane⁵ et fait l'objet d'une convention tri-partenaire), est l'un des outils de cette connaissance, de cette reconnaissance et de ce partage. Langues, mémoires orales et immatérielles, écrites (archives), matérielles (objets archéologiques et ethnographiques), ce sera un lieu privilégié, au cœur de la ville-capitale, de conservation, de documentation, de recherche, d'exposition, de médiation, de pédagogie, de transmission – comme on parle de transmission de témoin – pour tous les Guyanais et leurs visiteurs. Refusant de séparer les éléments qui, spécifiques de chacune des cultures qui, dans le passé ou aujourd'hui, forment leur armature, tissent leur lien, fondent leurs solidarités, cette Maison mettra également ce qui leur est commun, un contexte géographique et écologique dont les richesses comme les contraintes sont unificatrices (modes de circulation, d'occupation du sol, de subsistance, référents symboliques), une histoire, les possibilités d'un projet. Ce sera le lieu privilégié de la prise de conscience de l'égale dignité, de l'égale valeur des cultures, donc des sociétés qui occupent cet espace, mais aussi celui de l'échange, de l'éveil à la créativité et à l'innovation (création d'un Fonds régional d'art contemporain). Un lieu pour la « culture pour chacun, culture partagée », devise de la politique culturelle d'aujourd'hui. Un lieu pour repérer et comprendre la trace, et non la célébrer, la trace des pas que l'on a faits, qui ouvrent à tous les possibles. Comment ne pas citer Edouard Glissant⁶ ? « *La pensée de la trace, au bord des champs désolés du souvenir, laquelle sollicite les mémoires conjointes des composantes du Tout-monde. La pensée des langues et langages, où se décide le jeu des imaginaires des humanités. J'écris en présence de toutes les langues du monde. Elles résonnent des échos et des obscurités et des silences les unes des autres. La pensée du divers, notre rhizome infini et quantifié. La pensée de la mondialité, que nous hélons sans cesse, de peur que nous ne sachions pas la distinguer du feu roulant de nos mondialisations cataclysmiques. La pensée de l'identité racine unique, qui tue sur place, ou au contraire de l'identité qui chemine, qui ne va pas à l'unique, elle renforce les uns et les autres, et l'ici par l'ailleurs. La pensée des cultures ataviques, qui ont mortellement fondé la légitimité et le territoire, et des cultures composites, celles-ci qui opposent et mêlent à tout coup leurs digenèses, folles naissances primordiales. Mais aussi, au large des villes impénétrables, les mornes qui dérivent, les terres enfoncées, les roches de mer dont pas un ne fait le tour* »... La trace légitime, fortifiée, mais c'est une trace multiple, un entrecroisement de chemins tortueux, parsemés d'obstacles infranchis, contournés ou surmontés. L'histoire de la Guyane, depuis ses origines et jusqu'à aujourd'hui, raconte une aventure particulièrement difficile – celle de la colonie esclavagiste, celle

4 Annoncé par M. Frédéric Mitterrand le 4 septembre 2010.

5 Adopté en décembre 2011 par le conseil régional de Guyane.

6 Edouard Glissant, 2009, *Philosophie de la relation. Poésie en étendue*, Paris, Gallimard.

de la colonie pénitentiaire, celle d'un département négligé. Sa connaissance est fondatrice, dans la mesure où ses conséquences sont encore vives, et où la nature de sa relation au monde n'a que peu changé. Ici davantage encore qu'ailleurs, la connaissance historique partagée est indispensable au développement que la population exige.